



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Tchad pour l'année 2022

Document d'Action « Améliorer la qualité et l'équité du système éducatif au Tchad (AQUEDUCT) »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23, paragraphe 2, du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSY Acte de base	Améliorer la qualité et l'équité du système éducatif au Tchad (AQUEDUCT) Numéro CRIS/référence opérationnelle OPSYS: CRIS NDICI AFRICA/2022/044-029 ; OPSY ACT-61438 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui <u>Initiative Équipe Europe (IEE) pour le Tchad : « Vive les villes secondaires vertes ».</u> L'action représente une contribution de l'UE à l'opérationnalisation d'une partie de cette IEE, dont l'objectif global est de contribuer au développement productif, inclusif, durable et résilient au climat, autour des villes secondaires clés du pays. L'action contribue entièrement à l'atteinte de l'objectif spécifique n°1 de l'IEE de renforcement de l'accès aux services de base, et notamment l'éducation, dans des zones ciblées par l'IEE. A titre très indicatif, il est prévu que cette IEE soit mise en œuvre avec des contributions de l'UE (150 000 000 EUR), la France (157 000 000 EUR), l'Allemagne (33 000 000 EUR), les Pays Bas (9 600 000 EUR), ainsi que l'Espagne et l'Italie (montant des contributions à confirmer). En accord avec les représentants de l'Équipe Europe au Tchad, la Suisse contribuera également à cette IEE.
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée au Tchad, dans quatre provinces: Wadi Fira, Ouaddaï, Mandoul, et Logone Oriental Les zones bénéficiaires pourraient évoluer en fonction des conclusions du dialogue national inclusif prévu dans le cadre de la transition politique, qui se prononcera sur la forme de l'État et le découpage administratif.

4. Document de programmation	Programme indicatif multi annuel (PIM) 2021-2027, Tchad			
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	<p><u>Objectif spécifique n°2.1</u> : Améliorer l'accès à l'éducation et la formation professionnelle pour les jeunes tchadiens et tchadiennes (y compris les personnes déplacées internes et les réfugiés)</p> <p><u>Résultat 2.1.a)</u> Augmentation significative du nombre d'enfants ayant achevé leur scolarité primaire et secondaire, avec une attention particulière aux filles, y compris au moyen d'un programme de formation des professeurs cohérent et sur le long terme.</p> <p><u>Résultat 2.1.b)</u> L'alphabétisation des jeunes et des adultes est significativement améliorée dans la zone d'intervention des programmes financés par l'UE.</p> <p><u>Résultat 2.1.c)</u> Jeunes tchadiens et tchadiennes préparés pour l'insertion professionnelle à travers des systèmes d'éducation et de formation professionnelle inclusifs et de qualité, adaptés aux besoins de l'économie tchadienne (en lien avec les besoins de l'OS 3.2).</p>			
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine prioritaire 2 : Développement humain inclusif			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: ODD 4 (éducation inclusive et équitable, opportunités d'apprentissage) Autres ODD importants et, le cas échéant, cibles: ODD 5 (égalité de genre et autonomisation des filles et des femmes), ODD 10 (inégalités), ODD 16 « Paix et Justice », ODD 17 (partenariat)			
8 a) Code (s) CAD	111 – Éducation : 100% 11110 – Politique de l'éducation et gestion administrative 11120 – Équipement scolaire et formation 11130 – Formation des enseignants 112 – Éducation de base 11220 – Enseignement primaire 11230 – Éducation formelle et non formelle pour une meilleure qualité de vie pour les jeunes et les adultes 11231 – Éducation pour une meilleure qualité de vie pour les jeunes 15180 – Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles			
8 b) Principal canal de distribution @	13000 - Gouvernement tiers (coopération déléguée) : Agence française de développement (AFD)			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Éducation			
10. Marqueurs	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif

(À partir du formulaire CAD)	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA			

	<p>Coût total estimé: 40 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE : 28 000 000 EUR</p> <p>Cette action est cofinancée conjointement par l'Agence française de développement (AFD) pour un montant de 12 000 000 EUR.</p>
GESTION ET EXÉCUTION	
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)¹	<p>Modalité du projet</p> <p>Gestion indirecte avec l'Agence française de développement (AFD).</p>

1.2 Résumé de l'Action

Le Tchad connaît un très faible niveau de scolarisation, qui touche seulement un enfant sur deux. Le taux d'enfants scolarisés avec des bonnes bases en lecture et mathématiques, en français ou en arabe, serait seulement d'environ 20 % à la fin du cycle primaire. Le taux d'analphabétisme chez les jeunes est d'environ 70 %. Cette situation est la conséquence combinée des crises économiques et humanitaires que le pays connaît, de l'éparpillement de la population sur un vaste territoire et de la réticence de certains groupes à accéder au système éducatif formel.

L'action fournira des compétences de base aux jeunes vivant dans des conditions de vulnérabilité (y compris enfants handicapés) pour leur autonomisation et leur inclusion socio-économique, avec un accent particulier sur les filles. Pour cela, l'action appuiera le développement structurant d'alternatives éducatives pour les groupes non-scolarisés et la scolarisation des filles, avec un focus sur l'achèvement du cycle primaire et la transition vers le secondaire. L'action inclut une composante communautaire avec un appui immédiat en faveur des groupes vivant dans des conditions de vulnérabilité dans les zones visées. Ce volet est aligné avec l'initiative nexus humanitaire-développement-paix du Conseil, pour laquelle le Tchad est l'un des pays pilotes.

Cette action est complémentaire du **Programme d'appui à la transition politique et à la consolidation de l'État au Tchad (contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience – CCER 4, réf. NDICI AFRICA/2021/043-303)**. Ledit programme a été adopté par la Commission dans le cadre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI) et du PIM 2021-2027 pour le Tchad. Il comprend un volet pour l'augmentation du taux d'exécution des dépenses sociales par le Ministère de l'Éducation nationale et de la promotion civique (MEPNC), sur base des dépenses ordonnancées (hors dettes, salaires et investissements extérieurs).

Elle est conçue comme une action conjointe UE-AFD d'un montant total de 40 000 000 EUR, dont 28 000 000 EUR du NDICI et 12 000 000 EUR de l'AFD. Elle sera mise en œuvre par une convention de contribution avec l'AFD. Elle fera l'objet d'un dialogue politique sectoriel conjoint UE-AFD sur les politiques éducatives et sera mise en œuvre par des organisations non gouvernementales (ONG) et des opérateurs privés dans quatre provinces du Tchad parmi les plus fragiles en termes d'éducation en cohérence avec les besoins en termes socio-éducatifs et notamment l'accès à l'enseignement moyen et tenant compte des complémentarités des actions du partenaire AFD ainsi que des interventions sur des zones transfrontalières prenant en compte les populations déplacées, en particulier, les réfugiés..

L'action prévoit également un appui central au MEPNC. Elle a été formulée de manière à assurer un démarrage accéléré de certains volets via la mobilisation des fonds de l'AFD (émanant des fonds urgence permettant des procédures simplifiées, ce qui permettra très rapidement d'avoir des résultats sur le moyen terme).

L'objectif général de l'action est de contribuer à l'inclusion et à l'émancipation des populations vivant dans des conditions de vulnérabilité dans quatre régions du Tchad, particulièrement les jeunes filles et les enfants non scolarisés des zones rurales périphériques.

¹ Art. 27 NDICI

Les objectifs spécifiques de l'action sont les suivants :

- L'accès aux alternatives éducatives de qualité liées à l'insertion socio-économique et à la promotion de la paix est amélioré au bénéfice des populations non scolarisées, tout particulièrement pour les filles, les femmes et les personnes déplacées et réfugiées dans quatre régions du Tchad.
- L'accès à l'éducation formelle inclusive et de qualité dans quatre régions du Tchad est amélioré tout au long du cycle moyen, notamment pour les groupes à faible niveau de scolarisation dans l'enseignement moyen.
- La gestion, le pilotage et la redevabilité des acteurs du système éducatif et notamment des services déconcentrés, sont plus efficaces et sensibles aux aspects d'égalité de genre (y compris contre la violence) et à l'inclusion des personnes porteuses d'handicap dans quatre régions du Tchad.

L'action sera mise en œuvre suivant une approche intégrée dans les provinces d'intervention en cours de sélection. En fonction des caractéristiques socio-éducatives des zones cibles, des paquets d'activités adaptés, y compris en fonction des langues locales, seront déployés. L'action sera conjointement pilotée par l'UE, l'AFD, le MENPC et les bénéficiaires.

Cette action fait partie du **paquet d'investissements Global Gateway (portail mondial) Afrique-Europe** en faveur du Tchad, dans le secteur de l'éducation. Elle fait partie de **l'initiative de l'Équipe Europe (IEE)** « Vive les villes secondaires vertes » pour le Tchad, au niveau de son objectif spécifique n°1, qui vise à améliorer la cohésion sociale et le bien être des populations à travers le renforcement de l'accès aux services de base et de la gouvernance participative locale dans des régions ciblées du Tchad, suivant une approche de renforcement des synergies entre plusieurs secteurs pour un impact transformatif durable. A titre très indicatif, il est prévu que cette IEE soit mise en œuvre avec des contributions de l'UE (150 000 000 EUR), la France (157 000 000 EUR), l'Allemagne (33 000 000 EUR), les Pays Bas (9 600 000 EUR), ainsi que l'Espagne et l'Italie (montant des contributions à confirmer). En accord avec les représentants de l'Équipe Europe au Tchad, la Suisse contribuera également à cette IEE.

Dans ce cadre, l'action sera mise en œuvre de manière conjointe avec l'AFD, de manière à opérationnaliser le volet d'accès à l'éducation prévu par cette IEE. L'action prévoit aussi un dialogue conjoint UE-AFD avec le gouvernement tchadien sur les politiques sectorielles.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le Tchad est un partenaire clé de la communauté internationale dans la réponse sécuritaire à l'instabilité des régions du Sahel et du Lac Tchad. Le Tchad fournit une contribution militaire importante aux initiatives régionales de paix et de sécurité internationales et multilatérales. L'UE et le Tchad sont aussi des partenaires dans le domaine de la conservation de la biodiversité. Des résultats très positifs ont été atteints au cours des dernières années en termes d'augmentation du nombre d'animaux d'espèces iconiques.

Le Tchad –entouré de pays et régions en crise– connaît une transition militaire vers un régime civil depuis le 20/04/2021. Le Conseil militaire de transition (CMT) a justifié la prise du pouvoir par le besoin d'assurer l'intégrité territoriale et la sécurité du pays, suite au décès du Président Déby lors des combats contre un groupe politico-militaire rebelle. Le calendrier de 18 mois de transition défini dans la Feuille de route du gouvernement accuse déjà plusieurs mois de retard, en raison des difficultés rencontrées pour conclure un accord de paix entre les autorités et les groupes politico-rebelles tchadiens. Néanmoins, des avancés ont eu lieu et la communauté internationale maintient son soutien au Tchad, à condition que le pays continue d'avancer vers la réconciliation nationale et la tenue d'élections présidentielles crédibles.

L'inclusion socio-économique et politique de la jeunesse reste un enjeu majeur pour la stabilité du Tchad. La **fracture intergénérationnelle** combinée à l'augmentation actuelle des **conflits intercommunautaires**, sont les deux facteurs endogènes principaux de crise violente dans le court terme au Tchad. Ils sont liés à la fragilité structurelle de l'État pour assurer ses fonctions régaliennes essentielles de provision des services sociaux de base, de justice et de sécurité intérieure. La lutte contre l'impunité et le rétablissement de la confiance des citoyens vis-à-vis des responsables politiques et des institutions sont indispensables à la réconciliation et à la stabilisation du

pays. Il est nécessaire de garder une approche de développement au profit des populations, avec un processus de transition qui implique massivement les jeunes et les femmes et qui vise les groupes vivant dans des conditions de vulnérabilité dont les personnes déplacées internes dans les zones frontalières.

La situation économique du Tchad reste préoccupante, en raison de son économie peu diversifiée et de sa dette commerciale. Le pays a subi en 2021 une nouvelle contraction de son économie causée par les effets de la crise Covid-19, avec une réduction significative de sa production pétrolière. Depuis décembre 2021, le Tchad bénéficie d'une nouvelle Facilité élargie de crédit (FEC) du Fonds monétaire international (FMI) d'environ 571 000 000 USD pour une durée de 36 mois, conditionnée à un accord sur la restructuration de la dette du Tchad. Les perspectives pour 2022 sont positives mais fragiles, en raison des difficultés structurelles des entreprises pétrolières au Tchad pour stabiliser le niveau de production, mais aussi de l'inflation actuelle des prix agro-alimentaires. Cette inflation est causée par la baisse de la production de la campagne agricole 2021-2022 et par l'impact de la guerre en Ukraine sur le prix de certains produits. Le Tchad est le troisième pays le moins développé au monde (187 sur 189), selon l'index de développement humain des Nations unies.

Le pays fait aussi face à une crise alimentaire historique en 2022. Le gouvernement a déclaré l'état de crise le 6 juin 2022 par décret présidentiel. Dans un contexte de ressources budgétaires limitées et de faiblesse dans la gestion des finances publiques, la légitimité des pouvoirs publics pourrait être contestée et déstabiliser la transition. En outre, les urgences immédiates liées à la transition en cours et à la crise alimentaire de 2022 réduisent les capacités du gouvernement à adopter des mesures pour diversifier l'économie et améliorer le climat des investissements. En parallèle, le cadre juridique relatif aux organisations de la société civile (OSC) rend l'environnement relatif à la société civile peu favorable².

Dans le domaine de l'éducation, au niveau de la scolarisation, le Tchad a connu une période de croissance rapide, allant d'un taux brut d'admission en première année de 52 % à plus de 130% au cours de la période 1990-2014³, mais il a diminué à 89 % en 2019. Le taux brut de scolarisation des filles était de 78 % en 2019. Il est intéressant de noter qu'au fur et à mesure que l'on progresse dans le cursus scolaire, le taux devient de plus en plus faible. Les normes culturelles et sociales renforcent les inégalités d'accès à l'éducation entre les garçons et les filles. Le rôle assigné à la femme les amène à quitter assez jeune l'école. Dans certaines communautés, donner sa fille en mariage, même jeune, est apprécié et perçu positivement, amène les jeunes filles à quitter l'école très jeune. Toutefois, ce taux reste encore plus faible dans certaines régions et parmi certains groupes marginalisés, comme des enfants handicapés, déplacés et réfugiés⁴. Il n'est estimé qu'à environ 2% pour les enfants des familles nomades. Aussi, le taux d'achèvement dans le primaire reste faible, à moins de 50% en raison des forts taux de redoublement et d'abandon, créés en partie par l'existence d'écoles à cycle incomplet (plus de la moitié des écoles dont la majorité sont situées en milieu rural). Le taux d'achèvement du primaire est inférieur à 20% dans les provinces du Kanem (12.3 %), du Lac (17.7 %), du Salamat (14.6 %) et du Wadi-Fira (19 %).

La qualité représente un défi de taille pour le pays. Classé dernier sur les 15 pays d'Afrique subsaharienne francophone participant à l'évaluation PASEC 2019, le Tchad présente de très faibles résultats d'évaluation des apprentissages. En termes d'acquis, les conclusions du PASEC 2019 sont sévères, surtout en langue : la plupart des provinces « présentent des proportions importantes d'élèves dont les acquis scolaires en langue sont insuffisants pour poursuivre correctement le cycle primaire ». La majorité des enseignants ne sont pas qualifiés. Selon différentes sources consultées, environ 70 % sont des maîtres-communautaires, payés par les PTFs ou par les parents (ou pas du tout). Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) finance environ 1 300 maîtres-communautaires. La Banque mondiale a fourni un financement à environ 11.000 maîtres-communautaires (niveaux 1 et 2). A terme, la vision c'est que ceux-ci soient pris en charge par le gouvernement de façon permanente. Par ailleurs, les enseignantes représentent moins de 20% du corps enseignant au primaire et moins de 10 % dans les enseignements moyen et secondaire.

L'accès au second cycle du fondamental (l'enseignement moyen) est de moins de 30 % en termes du taux brut de scolarisation (TBS). Le TBS des filles à ce niveau n'est que la moitié de celui des garçons. Ce taux varie aussi fortement selon les régions : dans plusieurs régions, il est inférieur à 5 %. Une étude de 2013 a trouvé que les causes de cette disparité sont le mariage précoce (une fille sur 5 au Tchad est mariée entre les âges de 15 et 19

² L'Ordonnance n°023/PR/2018 du 27 juin 2018 et les décrets 1917/PR/2018 et 1918/PR/2028 – temporairement suspendus et soumis à une évaluation.

³ <https://www.wathi.org/wathinote-election-tchad-situation-de-leducation>

⁴ Partenariat mondial pour l'éducation (2019) : Projet de renforcement de l'éducation et de l'alphabétisation au Tchad, p. 12.

ans), des attitudes socio-culturelles, y compris la stigmatisation liée au handicap, le coût d'opportunité du travail de ménage des filles, le manque de sécurité, et l'absence et l'inaccessibilité d'infrastructures sanitaires⁵. En gros, plus de la moitié des enfants de 6 à 14 ans ne sont pas scolarisés, et les disparités démographiques et culturelles des enfants en âge de scolarisation rendent complexe la structure de l'offre scolaire, avec de fortes disparités en matière d'offres de formation.

Sur le plan de l'**égalité femmes-hommes**, le Tchad a un Indice d'inégalité de genre (IIG) de 0.71 qui le place à la 170^{ème} place sur 172. Bien que la dernière Constitution garantisse l'égalité entre les sexes, les femmes ont en réalité un statut inférieur dans la société, qui se concrétise très tôt par une discrimination familiale face aux opportunités d'éducation. Le rôle des femmes est encore très largement perçu comme étant au foyer avec comme seul objectif de se marier et de procréer. Dès lors, la famille n'investit pas toujours dans l'éducation des jeunes filles. Souvent contraintes au mariage et/ou à une grossesse de manière précoce, les filles subissent des discriminations dans tous les domaines, et notamment dans l'accès à la terre, au crédit, aux services sociaux de base, à l'information et à l'emploi.

En dépit de sa situation d'extrême pauvreté, le Tchad compte en outre des zones d'accueil des populations **réfugiées ou retournées**. Le Tchad occupe le quatrième rang mondial - après le Liban, la Syrie et la Jordanie - en matière d'accueil des réfugiés (par rapport à sa population). Ils sont environ 573 762 réfugiés dont 389 707 soudanais (vivant en majorité dans le Ouaddaï et le Wadi Fira, Deux provinces qui accueillent aussi 77,650 retourné tchadien à risque d'apatridie), 126 883 centrafricains (vivant en majorité dans le Mandoul, et Logone Oriental) et 20 558 nigériens, 35 159 camerounais présents sur le sol tchadien. Répartis dans plus de 18 camps dans le Sud, à l'Est, à N'Djamena et dans la Région du Lac Tchad. La population des réfugiés (573 762) et demandeurs d'asile (4,762) est composée de 53 % d'enfants, 56 % de femmes, 4 % de personnes âgées, 68.68 % de femmes chefs de ménages et 0.36 % de ménages dirigés par des mineurs. Ces réfugiés sont confrontés depuis quelques temps à un accroissement de leur précarité en raison de la baisse de l'aide des partenaires et des bailleurs de fonds.

Le Tchad a fait des progrès remarquables en matière d'offre d'éducation aux enfants/jeunes réfugiés vivant sur son territoire notamment en intégrant les réfugiés dans son système éducatif ainsi que dans son plan sectoriel de l'éducation.

2.2 Analyse des problèmes

1. Politique éducative et ses défis

Fragilisé dans son système éducatif par des facteurs endogènes et exogènes, le Tchad a manifesté la volonté de rejoindre le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) en se dotant d'un Programme décennal de développement de l'éducation et de l'alphabétisation (PDDEA) quand des facteurs conjoncturels supplémentaires l'ont contraint à se doter de la Stratégie intérimaire pour l'éducation et l'alphabétisation (SIPEA) puis du Plan intérimaire de l'éducation au Tchad (PIET, 2018-2020) qui sont adossés aux différents Plans nationaux de développement (PND) successifs du pays, qui déclinent la stratégie « Vision 2030 : Le Tchad que nous voulons ».

Le PIET a fait l'objet d'un bilan chiffré réalisé à la fin de l'année 2021 avec l'appui de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'un processus d'actualisation sous la forme d'un nouveau plan triennal accompagné d'un plan d'action et d'un modèle de simulation, en cours de validation, avant la préparation d'un plan décennal, prévue d'ici fin 2022.

Le PIET doit être prolongé par un nouveau plan triennal (2022-2024) qui a été finalisé en janvier et dont la validation devrait intervenir en juin 2022.

Le PIET a été adopté au moment où le Tchad dispose d'un nombre très réduit d'effectifs dans le secteur de l'éducation. Avec le PIET, le pays s'est doté d'objectifs sectoriels réalistes, en prenant en considération:

- le manque d'équipement mobilier et en manuels scolaires,
- une gestion aléatoire des ressources humaines avec des affectations qui ne prennent pas en compte les besoins,

⁵ Msiska, K. et al (2013). A Literature Review of Factors Leading to Low Girls' Secondary School Enrollment in Chad. School for International Training, Brattleboro, Vermont.

- le faible niveau académique des enseignants, la majorité ayant une formation qui ne dépasse pas le niveau secondaire,
- le sous-financement des différents sous-secteurs de l'éducation et
- la faiblesse dans l'encadrement et le suivi-évaluation du système dans sa globalité.

Sur la base de ces constatations, le PIET a identifié cinq défis majeurs à relever:

- Accroître l'offre d'éducation dans tous les ordres d'enseignement.
- Améliorer la qualité des apprentissages et des acquis scolaires chez les apprenants.
- Mettre en adéquation le niveau de financement du secteur avec les ambitions de développement retenues.
- Rendre l'éducation plus équitable dans tous les ordres d'enseignement, en veillant à la réduction des disparités.
- Rendre plus performantes et plus efficaces la gestion et la gouvernance du système éducatif.

Le pays ne dispose pas à ce stade d'un Plan sectoriel pour l'éducation (PSE) actualisé et jugé pertinent et crédible par les partenaires techniques et financiers (PTF) du Tchad. La préparation d'une analyse sectorielle est en cours. En cas de besoin, l'appui de l'UE pourra être revu en fonction de son alignement avec le nouveau PSE éventuel lors de la revue à mi-parcours du PIM prévue en 2024.

D'autres stratégies peuvent être citées comme la politique nationale Genre et son plan d'action 2019-2023 dont l'orientation stratégique n°3 porte sur l'accès égal et équitable à l'éducation, en permettant l'élimination des pratiques traditionnelles néfastes à l'éducation des filles et des garçons. Initiée en 2019, une stratégie éducation des réfugiés 2030 a été lancée. Enfin, la Stratégie nationale de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène en milieu scolaire (2018-2030) est aussi essentielle pour des infrastructures scolaires plus inclusives et sensibles au genre.

2. Le cadre juridique et financier pour l'éducation

La loi d'orientation du système éducatif du 13 mars 2006, dite « loi N°16 », est toujours en vigueur. Elle fixe les missions, définit les objectifs, organise les structures d'animation des services et détermine aussi le fonctionnement du système éducatif tchadien. Selon cette loi, *« l'enseignement et la formation sont dispensés dans les deux langues officielles que sont le français et l'arabe. L'enseignement et la formation peuvent aussi être dispensés dans les langues nationales. Des langues étrangères peuvent intervenir comme disciplines d'enseignement »*. La loi distingue deux cycles de l'enseignement fondamental : le primaire, divisé en trois cours (CP, CE, CM) de deux niveaux chacun, et le moyen, réparti en deux cycles de deux ans, soit quatre au total.

De manière générale, la Loi d'orientation **n'a pas connu une pleine application** depuis sa promulgation à cause du caractère inopérant de plusieurs de ses dispositions.

Le financement du secteur est faible. Les dépenses publiques exécutées des quatre ministères directement en charge de l'éducation sont très limitées par rapport à l'ensemble des dépenses publiques exécutées de l'État (2.4 % du PIB en 2019 et 11.7 % en 2020). Pour la mise en œuvre éventuelle du programme sectoriel de l'éducation (PSE), il sera important que le gouvernement tchadien s'engage formellement à accroître progressivement et de manière continue, la part du budget de l'éducation dans le budget total pour atteindre le seuil de 20 % recommandé par le PME. Il est surtout important que les maîtres-communautaires soient financés de façon soutenable par le budget de l'État c'est la condition *sine qua non* pour la stabilité du secteur.

Les dépenses d'investissement, reposent donc surtout sur les contributions des partenaires techniques et financiers (PTF) et les ONG d'une part ainsi que sur les donateurs et les communautés d'autre part, sans que la régulation soit toujours opérée. Les PTF se concentrent sur l'enseignement primaire et les dépenses d'enseignement secondaire prévues pour faire face à l'augmentation des effectifs (rendues prévisibles par la suppression du concours d'entrée en sixième) ne sont pas réalisées. Le Tchad est signataire des principales conventions internationales dont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, ratifié en 1995) et la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC, ratifié en 1990) et la Convention relative aux personnes handicapées (CRDP, ratifié en 2019).

3. Exclusion scolaire et vulnérabilités

Les politiques sectorielles mises en place après d'intenses mobilisations de l'État et des PTF n'ont pas atteint leurs objectifs et laissent aujourd'hui **entre la moitié et les deux tiers des enfants en situation d'exclusion scolaire** au Tchad. D'après les études réalisées par l'UNICEF dans le cadre de l'initiative mondiale en faveur des enfants

non scolarisés (OoSCI), moins de 40 % des enfants accèdent au niveau CM2, avec des abandons qui touchent entre 11 et 20 % des effectifs à chacun des niveaux du primaire. La transition entre le CM2 et la sixième est faible (49,7 %) et 35,6 % des élèves de CM2 arrêtent les études à ce niveau. Un tiers seulement d'une génération accède à l'enseignement moyen et un jeune sur huit accède au lycée. La demande dans certaines localités reste faible.

Tout le paradoxe des interventions mises en œuvre au Sahel réside dans le fait que **les programmes de prise en charge des enfants hors école, normalement conçus pour une population résiduelle, auraient en réalité à prendre en compte une masse d'enfants pratiquement aussi importante que celle engagée dans le système éducatif formel**. Une réflexion sur la fourniture équitable d'opportunités d'apprentissage qui n'intégrerait pas cette dimension essentielle aboutirait à des non-sens en termes quantitatifs comme en termes financiers.

Ainsi 70 % des garçons de onze ans sont encore scolarisés contre 51 % des filles du même âge. L'insuffisance de l'offre éducative concerne également la difficulté à instaurer une carte scolaire de proximité assurant, à une distance raisonnable, une école complète, de qualité acceptable par les familles. Ce problème est ancien, il est particulièrement problématique en zone rurale et dans les milieux les plus pauvres où l'on recourt aux écoles incomplètes, (difficultés de recrutements et de paiement des maîtres communautaires, écoles qui fonctionnent sur des bases communautaires avec des niveaux très variables selon l'engagement des associations de parents) parfois éloignées des villages.

Certains enfants parmi les plus jeunes (9-11 ans) sont réinsérés dans l'école formelle dans le cadre d'une « passerelle » sur délibération d'une commission tripartite, mais on ne connaît rien de leur devenir scolaire. Des enfants sont formés à des petits métiers après un « rattrapage académique » sans qu'il soit possible de savoir s'ils en vivent durablement. En outre, la prise en compte du « stock » des enfants non scolarisés et déscolarisés ne paraît pas quantitativement aujourd'hui à la hauteur des enjeux et de la lente amélioration attendue du flux de scolarisation.

Certaines populations enfin, restent durablement en marge des opportunités d'éducation formelle comme non formelle, notamment les **populations nomades**. Seulement 2 % des enfants nomades auraient accès à l'éducation. La recherche et l'analyse documentaire, notamment les conclusions du Programme d'appui structurant de développement pastoral (PASTOR) financé dans le cadre du 11 fonds européen de développement (FED)⁶, montrent que l'éducation des jeunes nomades reste une préoccupation. En effet, le milieu nomade a la particularité de suivre un mode vie qui s'accommode très peu de l'institution scolaire et ses contraintes liées à la sédentarité. Les enfants qui vivent en milieu nomade sont donc naturellement victimes de discrimination en matière d'accès à l'éducation formelle. Le modèle **d'école nomade** avec un enseignant qui se déplace avec les éleveurs est devenu inopérant à cause de la détérioration du climat qui pousse à l'éclatement des familles en transhumance. Concernant les jeunes nomades aujourd'hui, il faut retenir deux situations susceptibles de leur apporter une offre réelle d'éducation : le placement des enfants auprès des parents en dehors des domiciles familiaux et la création d'écoles « sédentaires » dans leurs milieux. Les différentes expérimentations de « l'école nomade » sont en réalité majoritairement des écoles classiques créées dans les « ferricks » au profit des enfants des agro-pasteurs. Le MENPC en concertation avec le Ministère de l'Elevage, avec le soutien du programme PASTOR, a prévu d'élaborer dans les prochains mois la Stratégie nationale de développement de la scolarisation des enfants des éleveurs nomades.

L'éducation de base non formelle et l'alphabétisation sont consacrées par la loi d'orientation du système Éducatif tchadien comme étant du secteur de l'enseignement non formel à travers ses articles 64 et 65 qui stipulent que « *l'éducation non formelle regroupe toutes les activités d'éducation et de formation conduites en dehors des structures scolaires de l'enseignement public et/ou de l'enseignement privé* ». Selon le rapport de l'enquête sur la situation de l'alphabétisation au Tchad, « *environ 92 % des pauvres sont dans des familles dont le chef est sans instruction ou n'a pas dépassé le primaire* ».

Le taux général d'analphabetisme de cette population est de 78 % (dont 86% pour les femmes), sans compter l'analphabetisme de retour pour les personnes qui n'ont jamais achevé le cycle primaire : le Tchad connaît tout simplement le taux d'analphabetisme le plus élevé du monde avec le Niger.

La question du recensement des centres s'avère cruciale. Une étude de faisabilité réalisée dans le cadre de la formulation de la présente action, a permis de confirmer les fortes distorsions des chiffres.

⁶ Référence CRIS : TD/FED/2014/037-549

Les afflux de réfugiés de divers pays voisins et les mouvements des personnes déplacées dûs au changement climatique, à l'insécurité, aux conflits intercommunautaires, aux mouvements nomades et aux modifications des itinéraires de transhumance, entre autres, ont ajouté aux défis auxquels le secteur de l'éducation est déjà confronté en ajoutant aussi la problématique liés vis à vis de la langue d'enseignement. Des progrès ont été faits pour l'inclusion complète des populations qui parlent d'autres langues. En 2019, le Tchad a adopté sa loi d'asile dont le chapitre II traite des mesures d'inclusion des populations réfugiés, y compris leur accès aux service de base, mais 52 % des des filles et 49 % des, garçons réfugiés âgés entre 6 et 18 ans ne sont pas scolarisés⁷.

Bien qu'il y ait peu de données sur la situation des enfants handicapés au Tchad, il est connu que ces enfants sont plus exclus des opportunités d'éducation et font face à des obstacles supplémentaires pour accéder aux écoles (manque de transport accessible, installations d'hygiène accessibles, et surtout stigmatisation et préjugés parmi les enseignants et les pairs).

4. Analyse sexospécifique et sensibilité au genre

En dépit de ses politiques très volontaristes, le Tchad demeure un pays fortement patriarcal plaçant les femmes dans une position d'infériorité à tous les échelons de la société (famille, communauté, école, secteur professionnel). Selon une étude de la Plateforme d'échanges et de promotion de l'agriculture familiale au Tchad (PEPAF-Tchad), les trois facteurs à la base de la discrimination des femmes sont : la coutume, la religion et l'analphabétisme.

La femme rurale tire majoritairement ses revenus de l'agriculture (45.2 %), puis du commerce (38.9 %). Seules 10.9 % d'entre elles ont recours aux coopératives ou caisses d'épargne, ce qui limite considérablement les possibilités d'expansion. Près d'une femme sur deux n'a pas d'instruction. Ainsi, peu de femmes perçoivent la discrimination dont elles font l'objet dans la sphère familiale, se retrouvant ainsi souvent elles-mêmes des instruments de reproduction du schéma patriarcal qui les place dans une position d'infériorité.

Ces inégalités de pouvoir de décision se retrouvent dans les décisions liées au mariage. La très grande majorité des femmes ne choisissent pas leur mari, en particulier si elles ont été mariées avant 18 ans. Les hommes, eux, peuvent épouser d'autres femmes sans avoir à demander à la première épouse. Les mères interviennent en revanche de façon assez forte dans le choix de l'épouse du fils.

Au total, ce sont 67 % des filles qui sont victimes de mariage précoce, soit un peu plus des deux tiers, pourcentage conséquent quand on connaît les implications du mariage précoce sur la fille: grossesse précoce donc potentiellement à risque, prévalence plus forte de violences conjugales, manque voire absence d'opportunités d'autonomisation par manque de formation et très fort risque de reproduire ce même schéma avec ses enfants.

La non-éducation des filles, conséquence et source des inégalités de genre

L'éducation est un droit fondamental, un puissant vecteur de développement et l'un des meilleurs moyens de réduire la pauvreté, d'améliorer la santé, de promouvoir l'égalité entre les sexes et de faire progresser la paix et la stabilité. L'éducation a évidemment un effet direct et conséquent (bien que non immédiat) sur l'amélioration des revenus et c'est le premier facteur d'égalité des chances. En priver les filles revient à les condamner à la pauvreté chronique et à la vulnérabilité familiale, sociale, professionnelle et climatique.

Le taux de scolarisation des filles est inférieur de 20 points à celui des garçons à quasiment tous les âges et les écarts relatifs mesurés par l'indice de parité se creusent, si bien qu'à 16 ans, les filles sont deux fois moins scolarisées que les garçons.

En ce qui concerne l'enseignement moyen, selon une étude du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) datant de 2019 et mise à jour en mars 2021, le taux d'achèvement est de 13.3 % pour les filles contre 28.2% pour les garçons avec d'importantes disparités au niveau provincial. Au niveau du secondaire général, le taux d'achèvement de 10.3 % traduit une faible fréquentation des filles.

Du côté des enseignants, on retrouve la même problématique, à savoir une sous-représentation des femmes. Au primaire, il y a moins de 20 % de femmes institutrices. Au moyen et secondaire, elles ne sont plus que respectivement 5.7 % et 8 %. Ce déséquilibre représente un frein à la scolarisation des filles dans la mesure où d'une part, il fait de l'école un milieu majoritairement masculin et d'autre part, il empêche les filles de s'identifier à un modèle féminin émancipé et de se projeter dans une activité professionnelle, voire dans cette profession directement.

⁷ Stratégie éducation des réfugiés 2030 – Tchad. [Lien](#)

Le secteur de l'éducation est un curseur révélateur de la situation des femmes dans un pays. Ainsi, par les taux plus faibles de scolarisation des filles dès l'enseignement moyen, on peut déceler les inégalités structurelles qui façonnent la société tchadienne : la priorité donnée au garçon, la croyance selon laquelle la place d'une femme et d'une jeune fille est à la maison, le mariage comme unique perspective des filles, un rôle social et économique réservé uniquement au garçon.

La situation globalement critique à l'échelle nationale devient alarmante dans certaines zones rurales. En effet, l'éloignement des grandes villes et des réseaux de communication, encourage la persistance de pratiques néfastes mais considérées comme normales et de fait, rarement questionnées même par les femmes elles-mêmes, qui représentent un vecteur de reproduction important des inégalités familiales et communautaires. L'urbanisation fait en effet partie du triptyque vertueux éducation-urbanisation-travail qui favorise l'autonomisation des femmes.

A ces inégalités structurelles se rajoutent de façon flagrante, les effets de l'insécurité qui touchent plus les filles que les garçons, davantage déscolarisées en zones troublées.

5. L'offre d'enseignement moyen

Historiquement, **l'enseignement moyen** a été rattaché au secondaire et ce n'est que récemment que le secteur se lit en termes d'enseignement fondamental 1 et 2. On dénombre pour l'année scolaire, un total de 1 849 établissements d'enseignement moyen général tous statuts confondus dont 1 132 publics soit 61.2 % (116 communautaires et 1 016 officiels) et 717 privés, soit 38.8 %, au titre de l'année scolaire 2020-2021. En l'absence d'une carte éducative réellement stabilisée, les données sont à considérer avec précaution. Des études réalisées dans le cadre de la formulation de la présente action sur les données de l'annuaire officiel et celles disponibles au niveau des directions provinciales, mettent en évidence que le nombre de collèges publics officiels ne varie que très peu (sauf au Ouaddaï où il y aurait 27 collèges d'enseignement général (CEG) contre 26 enregistrés dans l'annuaire officiel). En revanche, de très fortes variations sont constatées sur les effectifs globaux, traduisant probablement une volatilité des établissements et/ou des données statistiques faiblement à jour.

Dans l'enseignement primaire, seules 47.8 % des salles de classes sont construites en dur ou semi dur avec un ratio de 105 élèves par classe (supérieur à la moyenne de 90 englobant les salles en banco ; en secko et en plein air) par rapport au standard national de 50 élèves par classe. L'ensemble des salles de classe en bon état s'élevait à 18 583 en 2017, soit 44.9 % de la totalité des salles de classes recensées (41 354 unités).

Dans l'enseignement moyen, la situation est pire encore. On constate des infrastructures et mobiliers inadaptés avec 42 % des classes en mauvais état et mal équipées. Les 928 **collèges publics** sont 3 fois plus nombreux que ceux communautaires, avec un équipement limité (1 latrine pour 133 élèves, 1 point d'eau pour 59 % des collèges et seulement une place assise pour 2.5 élèves dans les collèges publics). Dans ce contexte, les **collèges privés** sont en forte progression.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

- **Le Ministère de l'éducation nationale et de la promotion civique (MENPC)** est la principale partie prenante, au travers de : 1) la Direction générale des enseignements et de la formation et 2) la Direction générale technique de la planification et des ressources. En plus des directions centrales, il existe quatre niveaux de services déconcentrés qui seront associés : 1) les académies de l'éducation nationale, 2) les délégations régionales communes, 3) les Inspections départementales de l'éducation nationale et de la promotion civique (IDENPC) et 4) les Inspections pédagogiques.
- Des ministères techniques clés seront aussi impliqués, dont 1) le Ministère de l'économie de la planification du développement et de la coopération internationale (MEPDCI) et 2) le Ministère de la femme, de la famille et de la protection de l'enfance. Les points focaux genre des différents ministères seront impliqués dans les activités afin de garantir l'intégration les enjeux d'égalité des sexes dans l'action.
- Les ONG et des acteurs privés clés seront également des parties prenantes. Les représentants des fédérations de parents d'élèves, des syndicats des enseignants et des associations défendant les droits des

personnes vivant dans des conditions de vulnérabilité, notamment les femmes, les jeunes et personnes avec un handicap, feront partie des instances de gouvernance de l'action.

Le principal mécanisme de coordination sectorielle au Tchad est le **Groupe local des partenaires de l'éducation (GLPE)**. Son rôle est d'appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre du Plan intérimaire de l'éducation au Tchad (PIET). Le groupe est dirigé par le Secrétaire général du MENPC. L'AFD agit actuellement comme chef de file des partenaires techniques et financiers du secteur. Les interventions menées par les membres de ce groupe visent à créer un environnement scolaire inclusif, sûr et propice à un accès équitable pour les filles comme pour les garçons au Tchad.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

Objectifs général et spécifiques

L'objectif général (impact) de cette action est de contribuer à l'inclusion et à l'émancipation des populations vivant dans des conditions de vulnérabilité dans quatre régions du Tchad, particulièrement les jeunes filles et les enfants non scolarisés des zones rurales périphériques.

Les objectifs spécifiques (OS) (résultats) de cette action sont:

- **OS1** : L'accès aux alternatives éducatives de qualité liées à l'insertion socio-économique et à la promotion de la paix est amélioré au bénéfice des populations non scolarisées, tout particulièrement pour les filles, les femmes et les personnes déplacées et réfugiées dans quatre régions du Tchad.
- **OS2** : L'accès à l'éducation formelle inclusive et de qualité dans quatre régions du Tchad est amélioré tout au long du cycle moyen, notamment pour les groupes à faible niveau de scolarisation dans l'enseignement moyen.
- **OS3** : La gestion, le pilotage et la redevabilité des acteurs du système éducatif et notamment des services déconcentrés, sont plus efficaces et sensibles aux aspects d'égalité de genre (y compris contre la violence) et à l'inclusion des personnes porteuses d'handicap dans quatre régions du Tchad.

Produits induits

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

Contribuant à l'objectif spécifique 1 :

- **Produit 1.1**: Les capacités matérielles, humaines et techniques des acteurs de l'éducation non formelle (AENF) sont renforcées.
- **Produit 1.2**: Les capacités des communautés pour répondre aux besoins spécifiques d'accès à l'AENF des femmes et des filles et à la lutte contre les inégalités et les violences de genre sont renforcées.
- **Produit 1.3**: L'accompagnement pour l'insertion socio-économique des sortants de l'AENF est renforcé.
- **Produit 1.4**: La disponibilité des voies alternatives pour les enfants en zone pastorale est établie par des expériences pilote.

Contribuant à l'objectif spécifique 2 :

- **Produit 2.1**: Les conditions d'enseignement-apprentissage de transition au cycle moyen sont améliorées en assurant aussi les conditions pour l'inclusion de tous les apprenants.
- **Produit 2.2**: L'environnement matériel des apprenants du formel est renforcé dans les zones vulnérables en assurant aussi les conditions pour l'inclusion de tous les apprenants.
- **Produit 2.3**: Les capacités de la communauté éducative pour répondre aux besoins spécifiques des filles et à la lutte contre les inégalités de genre dans le cycle moyen sont renforcées (y compris personnes affectées par le déplacement forcé).
- **Produit 2.4**: Les capacités et outils pédagogiques d'enseignement sensibles au genre, en fin du primaire et au siège sont renforcées.

Contribuant à l'objectif spécifique 3 :

- **Produit 3.1**: Les capacités de suivi et de coordination du MENPC sont renforcées.
- **Produit 3.2**: Les mécanismes pour la pleine participation des femmes et la lutte contre les inégalités de genre sont renforcés au niveau institutionnel.
- **Produit 3.3**: Des dispositifs pédagogiques inclusifs et de gouvernance participative du système sont conçus et validés.

Les trois objectifs spécifiques de l'action sont interdépendants, de manière à fournir une réponse intégrée.

3.2 Activités indicatives

OS1 – Alternatives éducatives (alphabétisation et éducation non formelle (AENF)) :

Un soutien multiforme sera apporté à la dynamique d’alphabétisation et d’éducation de base non formelle, afin d’accroître le nombre de bénéficiaires de ces formations, notamment les femmes, les filles, les enfants ayant un handicap et les enfants ayant des besoins spécifiques (personnes déplacées, réfugiés et nomades). Ce soutien s’inscrira dans l’approche nationale du « faire-faire » appliquée à l’AENF, selon laquelle la mise en œuvre des campagnes d’alphabétisation et d’éducation de base non formelle est déléguée à des opérateurs locaux sélectionnés selon des critères établis et soutenus dans leur professionnalisation (associations, groupements féminins etc.).

Produit 1.1 : Les capacités matérielles, humaines et techniques des acteurs de l’éducation non formelle (AENF) sont renforcées

Activité 1.1.1: Soutien dynamique d’alphabétisation et éducation non formelle.

Activité 1.1.2: Mise en œuvre des campagnes d’alphabétisation et éducation non formelle inclusive et sensible au genre déléguée à des opérateurs locaux.

Activité 1.1.3: Soutien intégré aux structures communautaires œuvrant auprès des centres d’éducation de base non formelle (CEBNF) et des centres d’alphabétisation, afin de leur permettre de participer pleinement aux changements visés.

Activité 1.1.4: Construction et réhabilitation de centres d’éducation de base non-formelle (CEBNF) dans les zones ciblées.

Activité 1.1.5: Diffusion de livrets et kits pédagogiques pour les apprenants et les animateurs de l’alphabétisation et l’éducation de base non-formelle.

Activité 1.1.6 Formation des personnels (animateurs et superviseurs) des opérateurs aux nouveaux programmes nationaux d’alphabétisation et d’éducation de base non-formelle ; renforcement de leurs compétences en andragogie, pédagogie et didactique.

Activité 1.1.7: Formation du personnel d’encadrement de l’AENF (inspections).

Produit 1.2 : Les capacités des communautés pour répondre aux besoins spécifiques d’accès à l’AENF des femmes et des filles et à la lutte contre les inégalités et les violences de genre sont renforcées

Activité 1.2.1: Diagnostic participatif des barrières à la participation des femmes et des filles (y compris des filles en situation de handicap).

Activité 1.2.2: Formation des animateurs, superviseurs et encadrement à la pédagogie sensible au genre et aux violences de genre.

Activité 1.2.3: Soutiens matériels individuels seront apportés aux filles vulnérables afin de lever un ensemble de barrières logistiques et financières à leur scolarisation.

Produit 1.3 : L’accompagnement pour l’insertion socio-économique des sortants de l’AENF est renforcé

Activité 1.3.1: Soutien des apprenants, dans une logique de continuum éducation-formation-insertion.

Activité 1.3.2: Pour les apprenants plus jeunes, la dynamique de passerelle vers le formel sera consolidée, en appuyant les méthodes et processus d’évaluation et de décision d’orientation mis en œuvre au niveau local.

Activité 1.3.3: Pour les apprenants plus âgées, soutien à l’accès à des formations professionnalisantes adaptées aux contextes locaux.

Activité 1.3.4: Les sortants de ces formules de formation seront dotés de kits professionnels leur permettant d’initier leur nouvelle activité ou de professionnaliser la pratique de leur activité existante.

Produit 1.4 : La disponibilité des voies alternatives pour les enfants en zone pastorale est établie par des expériences pilote

Activité 1.4.1: Soutien à la stratégie nationale d’éducation en milieu nomade.

Activité 1.4.2: L’utilisation potentielle des langues locales aussi pour les population réfugiées ou l’arabe au début du primaire.

Activité 1.4.3: La formation des enseignantes et enseignants qui viennent du milieu, avec le développement d’une pédagogie adaptée aux classes multigrades et/ou nocturnes.

Activité 1.4.4: Conception de matériel et des approches didactiques adéquates au milieu nomade.

OS2 - Maintien des filles dans l'école :

Ce volet prévoit un soutien intégré à la transition primaire-collège, afin d'accroître dans les zones du projet, le nombre de jeunes, et notamment de filles, accédant et se maintenant dans l'enseignement moyen.

Produit 2.1 : *Les conditions d'enseignement-apprentissage de transition au cycle moyen sont améliorées en assurant aussi les conditions pour l'inclusion de tous les apprenants*

Activité 2.1.1: Structurer un modèle viable pour un enseignement moyen de qualité, accessible et promoteur de l'équité entre les sexes.

Activité 2.1.2: Inventaire de l'état des lieux et aménagement de points d'eau et de latrines séparées et accessibles pour garçons et filles dans les écoles.

Produit 2.2 : *L'environnement matériel des apprenants du formel est renforcé dans les zones vulnérables en assurant aussi les conditions pour l'inclusion de tous les apprenants*

Activité 2.2.1: Construction et/ou réhabilitation en dur de collèges sur la base d'un plan type consolidé avec les services du MENPC qui sera protecteur, climatiquement résilient, inclusif, accessible et sensible au genre.

Activité 2.2.2: Réhabilitation d'écoles primaires afin d'offrir un environnement d'apprentissage de qualité et accessible aux enfants, favorisant notamment le maintien des filles.

Activité 2.2.3: Distribution de manuels scolaires et de guides pour les enseignants des écoles et des collèges du projet.

Activité 2.2.4: Distribution de kits de matériels pédagogiques aux établissements et pour les collèges, de kits scientifiques dont la composition standard sera définie avec le MENPC.

Produit 2.3 : *Les capacités de la communauté éducative pour répondre aux besoins spécifiques des filles et à la lutte contre les inégalités de genre dans le cycle moyen sont renforcées (y compris personnes affectées par le déplacement forcé)*

Activité 2.3.1: Diagnostic participatif des barrières à la participation des femmes et des filles (y compris les filles en situation de handicap).

Activité 2.3.2: Formation des animateurs et des superviseurs et encadrement à la pédagogie sensible au genre.

Activité 2.3.3: Soutiens matériels individuels aux filles vulnérables, afin de lever un ensemble de barrières logistiques et financières à leur scolarisation.

Produit 2.4 : *Les capacités et outils pédagogiques d'enseignement sensibles au genre, en fin du primaire et au siège sont renforcées*

Activité 2.4.1: Soutien intégré aux APE et au AME œuvrant auprès des écoles et des collèges, afin de leur permettre de participer pleinement aux changements visés.

Activité 2.4.2: Formation des enseignants en poste par les services déconcentrés et le niveau central, sur les pratiques didactiques disciplinaires et les enjeux pédagogiques transversaux, notamment ceux relatifs au genre.

Activité 2.4.3: Renforcement des capacités des services déconcentrés à travers des formations et leur équipement en moyen roulant et matériel.

Activité 2.4.4: Organisation des ateliers de travail et des consultations et observations de terrain.

Activité 2.4.5: Élaboration d'un guide pédagogique et administratif pour les directeurs de collège.

Activité 2.4.6: Élaboration d'un guide relatif à l'encadrement des collèges pour les inspections, sur la base du nouveau modèle de collège de proximité.

OS3 - Renforcement capacités des acteurs et des services déconcentrés :

Les capacités de gestion et de pilotage des acteurs du système éducatif seront renforcées à travers un ensemble d'actions de la composante 3 positionnées au niveau central et déconcentré.

Produit 3.1 : *Les capacités de suivi et de coordination du MENPC sont renforcées*

Activité 3.1.1 : Soutiens matériels, financiers et recrutement d'expertises spécialisées.

Activité 3.1.2 : Au niveau déconcentré, un dispositif de suivi subventionné des écoles et collèges sera mis en place dans chacune des quatre délégations provinciales.

Activité 3.1.3 : Mise à disposition des fonds auprès des inspections pour financer les visites régulières des établissements et la production de rapports exploités pour le pilotage local de la qualité, selon un ensemble de règles organisant la redevabilité des différents acteurs.

Activité 3.1.4 : Élaboration et adoption des outils de gestion et de pilotage, via de missions de concertation, d'ateliers de conception et d'opérations de formation sur le terrain.

Activité 3.1.5 : Élaboration des canevas de rapport d'entrée scolaire et de fin d'année scolaire produits et diffusés auprès des écoles de cycle moyen dans les zones du projet, y compris l'analyse des informations et des données désagrégées par genre, âge et handicap.

Activité 3.1.6 : L'installation d'une production automatisée de tableaux de bord depuis le système d'information et de gestion de l'éducation (SIGE), à destination des communautés, des directeurs d'école et des services d'inspection.

Produit 3.2 : *Les mécanismes pour la pleine participation des femmes et la lutte contre les inégalités de genre sont renforcés au niveau institutionnel*

Activité 3.2.1 : Soutien à la préparation d'un plan d'action institutionnalisant l'appui à l'équité de genre dans le secteur et à la pleine participation des femmes aux processus décisionnels.

Activité 3.2.2 : Soutien à la mise en oeuvre du plan d'action élaboré.

Produit 3.3 : *Des dispositifs pédagogiques inclusifs et de gouvernance participative du système sont conçus et validés*

Activité 3.3.1 : Soutien d'un dispositif d'enseignement moyen pour tous de qualité, financièrement viable et sensible au genre : finalités curriculaires, profils des enseignants, plans type des infrastructures, équipements et matériel pédagogique, gouvernance des établissements, organisation et processus d'encadrement pédagogique.

Activité 3.3.2 : Mise en place d'un dispositif de soutien à la participation communautaire : axes et méthodes de renforcement des capacités des APE/AME et de soutien au dialogue entre l'école et la communauté à travers le fonctionnement des comités de gestion (COGES), la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets d'établissement et enfin, l'implication des fédérations départementales, provinciales et nationales dans les circuits de renforcement de capacités et de redevabilité des acteurs.

Activité 3.3.3 : Soutien au dispositif de suivi subventionné des établissements promouvant un encadrement de qualité et la redevabilité des acteurs.

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe (IEE) prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES) :

Le criblage EES a conclu que les principaux aspects liés à l'environnement et au climat doivent être pris en compte au cours de la conception.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) :

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques :

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes CAD de l'OCDE identifiés dans la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique qu'il y aura un fort accent sur la lutte contre les disparités entre les sexes dans le secteur de l'éducation qui ont été décrites ci-dessus et qui existent au niveau de tous les sous-secteurs de l'éducation. L'action prendra en compte le genre et en particulier à l'accès des filles à l'éducation, à la formation, à l'inclusion sociale et à l'emploi

conformément au troisième plan d'action de l'UE sur l'égalité des sexes (GAP III, 2021-2025)⁸. Les obstacles spécifiques affectent surtout l'achèvement du primaire, l'accès aux enseignements moyen et secondaire, le harcèlement et les abus sexuels, les mariages et les grossesses précoces, la sécurité dans le chemin de l'école, le manque d'installations d'eau et d'assainissement adaptées au genre, le manque de soutien pour les menstruations.

Dans le cadre de cette action, l'UE soutiendra des activités en faveur de l'égalité des genres (EG), de la lutte contre la violence sexuelle basée sur le genre, de l'amélioration des installations d'assainissement et des kits hygiéniques, et de l'amélioration du contexte sécuritaire au niveau des écoles. Un accent sera mis sur la formation et le recrutement des enseignantes. D'autres activités potentielles comprennent des campagnes de sensibilisation dans la lutte contre les violences basées sur le genre et la promotion de la santé et les droits sexuels et reproductifs.

L'action encouragera des parcours scolaires plus longs pour les filles et le développement d'un vivier d'enseignantes et de cadres plus important pour le secteur, lui-même levier de l'augmentation du nombre de filles scolarisées.

Droits de l'homme

L'action s'appuie sur l'approche basée sur les droits humains qui inclut le respect des principes : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel; non-discrimination et égalité; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous; transparence et accès à des informations.

L'éducation est un droit humain fondamental – universel, inaliénable et indivisible. Cela est souligné dans les traités relatifs aux droits de l'homme et les accords internationaux et plus particulièrement, dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. L'éducation contribue à de nombreux ODD. Elle renforce l'autonomie et réduit la pauvreté, stimule une croissance économique durable, prévient les inégalités et l'injustice, améliore la santé, en particulier pour les femmes et les enfants, et contribue à protéger la planète. Au Tchad cependant, plus de la moitié des filles et des garçons ne terminent pas le cycle primaire, en particulier ceux situés dans les zones rurales et urbaines pauvres. Les associations de la société civile -fédérations et associations de parents d'élèves- seront consultées et participeront à l'élaboration de mesures favorables à la réalisation du droit à l'éducation pour tous y compris, les filles et garçons dé- et non scolarisés, enfants handicapés, nomades, déplacés internes et minorités.

L'action contribuera à la mise en œuvre du GAP III au Tchad, en appliquant une approche basée sur les droits humains. L'accès des enfants réfugiés contribuera par ailleurs à renforcer le droit et la protection des réfugiés.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés dans la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que cette thématique n'est pas un objectif principal ou significatif de l'action. Les personnes en situation de handicap au Tchad demeurent plus exposées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale que les personnes sans handicap. L'égalité du droit à l'éducation pour les enfants handicapés est clairement mentionnée par les lois internationales et le Tchad a signé en 2019 la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées (CDPH).

Les personnes avec handicap font cependant partie des groupes vivant dans des conditions de vulnérabilité qui sont visés par l'OS et l'OS3 de l'action, qui prévoient aussi le renforcement pédagogique et de coordination du Ministère pour la prise en compte des personnes en situation d'handicap. L'UE veillera également à ce que l'accessibilité et les normes connexes soient respectées dans le cadre des activités prévues de réhabilitation et construction d'établissements d'enseignement (OS2). Le Tchad a ratifié la convention sur les droits des personnes en situation de handicap.

Démocratie

⁸ Le plan d'action de l'UE en faveur de l'égalité des sexes III (GAP III) a été adopté par 24 États membres dans le cadre de la conclusion du Conseil de la présidence du 16 décembre 2020. Communication conjointe de la Commission et du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, réf. JOIN(2020) 17 et SWD(2020) 284, du 25 novembre 2020.

La mise à mal et la perturbation du fonctionnement des établissements scolaires sont les premières expressions visibles de la crise que connaît le pays et qui a un impact sur les conditions des apprentissages, qui se rajoutent à un phénomène accru de politisation des dispositifs de gestion scolaire par les pouvoirs publics.

L'action contribuera au renforcement du dispositif étatique à niveau déconcentré et à l'amélioration de la gouvernance du secteur éducatif. Elle contribuera à fournir une réponse aux enjeux démocratiques liés à la provision de services sociaux de base pour la population, au travers de l'OS3.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'inclusion socio-économique et politique de la jeunesse reste un enjeu majeur pour la stabilité du Tchad. La fracture intergénérationnelle combinée à l'augmentation actuelle des conflits intercommunautaires, sont les deux facteurs endogènes principaux de crise violente dans le court terme au Tchad. Ils sont liés à la fragilité structurelle de l'État pour assurer ses fonctions régaliennes essentielles de provision des services sociaux de base, de justice et de sécurité intérieure. Cette situation est exacerbée par les déséquilibres régionaux des services d'éducation, qui à leur tour sont associés à un sous-investissement. Le faible taux d'inscription et la faible qualité représentent une privation de droits. Toutefois, les écoles ont le potentiel de servir de piliers importants de la cohésion sociale.

L'action contribuera à la cohésion sociale via l'encadrement des jeunes descolarisés dans les zones d'intervention, y compris un nombre élevé de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur du pays. L'action ciblera en priorité les zones d'accueil de populations réfugiés et déplacées, et les zones du Plan de réponse humanitaire, suivant une approche de nexus humanitaire-développement-paix.

Un travail avec des OSC à la base (associations des jeunes, des femmes, potentiellement des populations déplacées/refugiés) pourra s'organiser dans le cadre du renforcement du rôle du système éducatif dans la cohésion sociale, la prévention des conflits et la lutte contre la radicalisation.

Réduction des risques de catastrophes

En plus du changement climatique, de la pauvreté chronique et du manque de développement, le Tchad a subi des conflits civils récurrents, des tensions ethniques et des déplacements. Au cours des 30 dernières années, le pays a fait face à plus de 40 catastrophes liées à des aléas naturels⁹. Pour le secteur de l'éducation, le renforcement des capacités de préparation et de réponse aux situations d'urgence au niveau central doit être combiné avec une capacité renforcée de réponse aux niveaux décentralisés. L'action appuiera l'élaboration de plans d'urgence pour les écoles en cas de catastrophes naturelles ou de conditions météorologiques extrêmes. Cela comprend de revoir les écoles de manière à servir d'abris d'urgence temporaires en cas de catastrophes naturelles ou liées au climat. Cela permettra une action précoce et une réponse rapide aux nouveaux besoins en matière d'éducation dans les situations d'urgence et de protection de l'enfance qui pourraient survenir.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	Les conditions de sécurité ne permettent pas l'accès à certaines zones du pays. Certaines activités de l'action ne	M	M	Promotion de l'appropriation par les communautés et la société civile et mécanismes de collaboration et de suivi efficace entre les communautés et le niveau provincial. Recours à des opérateurs déjà présents, expérimentés en zone d'instabilité et redevables.

⁹ OCHA (2019) <https://reliefweb.int/report/chad/pursuing-disaster-risk-reduction-fractured-foundations-case-chad>

	peuvent pas être déployées.			Mise en place d'un cadre de suivi et d'évaluation basé sur des indicateurs de résilience et adoption d'une approche incrémentale.
Environnement externe	Catastrophes naturelles récurrentes / impact environnemental sur l'offre d'éducation, impact continu de la pandémie de COVID-19 et manque d'investissement dans la résilience des écoles et du système.	M	H	Actions prévues pour augmenter la résilience du système ; mise en place des programmes d'apprentissage accéléré ; plan de contingence prévu par le PIET pour (entre autres) renforcer l'infrastructure, former les acteurs du système quant aux mesures pour réduire ou répondre aux risques, répartition plus équitable de l'offre scolaire, promouvoir l'éducation inclusive pour tous.
Planification, processus, systèmes	Manque de capacité administrative au niveau déconcentré.	H	H	Programmes de formation intense de la part des partenaires ; financement proposé pour redynamiser le fonctionnement des inspectorats au niveau des régions. Recours important à des entités de gestion/exécution externes à l'administration sur financement extérieur.
Planification, processus, systèmes	Financement insuffisant qui crée une instabilité autour du corps enseignants	M	H	Dialogue avec le gouvernement ; financement des maîtres-communautaires sur financement de la Banque mondiale comme mesure intérimaire.
Normes sociales	Manque ou faible intégration de l'approche genre	F	H	Analyses sur les inégalités de genre menées en début d'action. Renforcement des capacités des parties prenantes sur l'intégration de l'approche genre. Renforcement de la collaboration avec le ministère de tutelle et des points focaux genre. Renforcement de la participation des organisations de la société civile de femmes.

Enseignements tirés:

Le PIET tire les leçons suivantes : l'importance de favoriser la démarche participative et inclusive ; la priorité à donner au renforcement des capacités des cadres des ministères ; l'urgence d'accroître l'offre d'éducation dans tous les ordres d'enseignement et d'améliorer la qualité des apprentissages; le besoin de mettre en adéquation le niveau de financement du secteur avec les ambitions de développement retenues ; l'importance de faire de sorte

que l'éducation dans tous les ordres d'enseignement soit plus équitable, en veillant à la réduction des disparités ; et le besoin de rendre plus performants et plus efficaces la gestion et la gouvernance du système éducatif.

Peut-être la leçon la plus importante qui répond en partie à tous ces éléments, c'est l'importance d'un système de redevabilité à tous les niveaux, de manière que la réussite de tous les élèves, du point de vue académique comme du point de vue socio-émotionnel, soit la considération centrale pour la prise de décision et l'allocation des ressources dans le secteur. On pourrait également tirer la leçon que les efforts de réforme du système doivent être concentrés sur les régions qui sont les plus loin des objectifs éducatifs et sur les familles et les enfants les plus vulnérables.

L'échec des politiques sectorielles en milieu rural est en grande partie liée à l'offre d'une école « au rabais », tant structurellement que pédagogiquement, au fonctionnement et au calendrier souvent inadaptés à leur environnement, et dont les communautés doivent, en dépit de toute logique et de toute justice, assumer une grande partie de la charge financière. Une telle situation ne fait qu'augmenter le coût de la scolarisation pour les familles et valoriser les bénéfices obtenus du travail de leurs enfants.

Pour revaloriser l'école auprès des populations défavorisées, il conviendrait à minima de leur offrir une école fondamentale de qualité, bien dotée en ressources humaines et en équipement (structurel et pédagogique), sur laquelle la communauté exercerait un réel contrôle moral (éthique, comportements à l'égard des enfants, et tout particulièrement des filles) et pédagogique (absentéisme, niveau d'engagement des enseignants). Il convient également de penser les offres d'éducation de base non formelle (EBNF) des plus jeunes en termes de classes passerelle, mais aussi des jeunes non-scolarisés en âge de fréquenter le second cycle du fondamental (12-16 ans) qui sont assurément à risque de développer des comportements déviants (incivilité, banditisme, terrorisme...) et demeurent condamnés à la pauvreté.

Les leçons apprises sur le projet de promotion de la qualité de l'éducation de base au Tchad (ProQEB) de l'AFD et la coopération suisse ont été prises en compte dans la formulation de cette action et sont :

- Le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs éducatifs des 4 provinces dans des conditions améliorées et autour des principes de qualité communs (contextualisation, pédagogie active et langues du milieu) mis en œuvre de manière approfondie dans un ensemble ciblé d'établissements.
- L'intégration dans le système l'ensemble des éléments de suivi-évaluation ainsi que les outils et supports didactiques nécessaires à la validation/extension de l'approche.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention de l'action est basée sur l'analyse du contexte et des défis principaux qui ont été identifiés.

Les perspectives pour la jeunesse tchadienne, notamment dans les zones rurales périphériques, sont peu reluisantes: le développement social et économique du pays est entravé par des fragilités structurelles (démographie, analphabétisme, gouvernance), des inégalités multidimensionnelles persistantes, notamment entre les hommes et les femmes, mais aussi par de nombreux chocs (humanitaires, sécuritaires et climatiques). Les conflits communautaires entre les différents groupes sociaux sont aussi source de préoccupation. Dans ce contexte, il apparaît crucial et urgent d'investir auprès de cette jeunesse pour préserver la paix et préparer l'avenir. Ainsi, l'objectif du projet est de contribuer à **l'inclusion et à l'émancipation des populations vivant dans des conditions de vulnérabilité dans quatre régions du Tchad, à travers le renforcement de l'enseignement moyen et des alternatives de l'éducation non-formelle. L'action visera en particulier les jeunes filles et les enfants non scolarisés en zone rurale dans les régions ciblées.** Elle vise à doter chaque jeune des groupes ciblés, des moyens de construire son avenir et de participer pleinement à la vie active et collective selon ses capacités et ses aspirations.

De manière générale, l'éducation, qu'elle soit formelle ou non formelle est un levier majeur pour l'autonomisation et l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes, mais aussi pour construire des perspectives de paix et de stabilité nécessaires au développement.

La lutte contre les violences basées sur le genre fait aussi partie de la logique d'intervention de l'action, avec des actions de sensibilisation et lutte contre certaines pratiques (harcèlement et les abus sexuels, mariages et grossesses précoces, etc.) ainsi que des actions visant la sécurité dans le chemin de l'école.

L'action AQUEDUCT cible des provinces frontalières vulnérables avec de forts effectifs scolarisables. Elle contribuera au **renforcement de l'offre et de la demande d'éducation de base non formelle et d'alphabétisation** (composante 1) afin de permettre aux populations vulnérables non scolarisées ou déscolarisées, notamment nomades ou déplacées forcées, d'accéder aux compétences de base (lire, écrire, compter). Les dispositifs existants seront renforcés en termes d'accès et de qualité/pertinence des contenus. La participation des filles et des femmes sera encouragée, notamment pour les mères d'élèves, et l'insertion socio-économique des apprenants sera recherchée par le biais de formations professionnalisantes, fonctionnelles et adaptées aux contextes.

La **gouvernance de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle**, ainsi que l'encadrement et le suivi pédagogique par le MENPC au niveau central et provincial seront également renforcés, afin de garantir une pérennité des actions, une appropriation des dispositifs et un suivi étroit par les formateurs, inspecteurs et administrateurs de l'AENF. Cette composante, en soutien direct aux objectifs nationaux, s'inscrira en grande partie dans la continuité du programme ProQEB (AFD et coopération suisse), afin d'approfondir et de capitaliser l'expérience acquise mais également, d'offrir des réalisations rapides sur le terrain grâce au dispositif de mise en œuvre existant.

Le déploiement d'alternatives éducatives adaptées aux contextes fragiles sera mis en œuvre dans le contexte d'une scolarisation primaire qui se massifie, mais qui peine à accueillir dans de bonnes conditions l'ensemble des effectifs scolarisables. Ces alternatives permettent également de « rattraper » les apprenants plus âgés, afin de leur offrir d'autres opportunités d'apprentissages.

L'action AQUEDUCT appuiera également le **renforcement de l'offre et de la demande d'éducation formelle** dans les mêmes zones d'intervention, avec un effet de levier créé par l'alphabétisation croissante des parents et notamment des mères d'élèves et par les opportunités de passerelles entre le non –formel et le formel qui seront encouragées. Au regard de l'effort important, quoique toujours insuffisant apporté au développement de la scolarisation primaire au Tchad, l'action se concentrera de manière plus spécifique sur le niveau moyen (composante 2) sans occulter les besoins des écoles primaires qui constitueront le bassin de recrutement des élèves de ce cycle terminal de l'enseignement fondamental. Aucun projet extérieur dans le secteur de l'éducation ne cible spécifiquement ce premier niveau du secondaire aujourd'hui au Tchad et les besoins sont aussi importants que les bénéfices qui en découlent. Au-delà d'encourager la montée en compétences de cohortes d'élèves de plus en plus nombreuses dans les zones du projet et notamment en zone rurale, l'action permettra de cibler plus spécifiquement les jeunes filles et ainsi contribuer directement et efficacement à la réduction des inégalités de genre dans et par l'éducation, qui se creusent de manière substantielle au moment de la transition entre le primaire et le secondaire. À cet égard, un fort accent sera mis sur la mobilisation des communautés, sur des démarches pédagogiques sensibles au genre, sur la création de liens avec la santé sexuelle et reproductive, et sur l'attractivité des matières scientifiques notamment.

L'action vise à permettre des parcours scolaires plus long pour les filles, pour permettre la création dans quelques années, d'un vivier d'enseignantes et de cadres féminins plus important dans le secteur, lui-même levier d'une plus grande scolarisation des filles.

Un modèle de collège de proximité en zone rurale sera expérimenté dans les 4 provinces ciblées. Sa conception pédagogique sera étudiée, en lien avec l'existant mais également en stimulant une réflexion modélisante par le biais d'une assistance technique déployée à cet effet au niveau central. Ces collèges seront sensibles au genre, accessibles, adaptés aux conditions climatiques et répliquables.

Les enseignants du secondaire, affectés dans les établissements construits ou réhabilités dans le cadre de l'action pourront bénéficier de logements sur place, permettant également une plus forte rétention et un engagement continu au service de la qualité de leur enseignement. Des formations spécifiques sont également prévues, en lien avec les besoins identifiés sur le terrain. Ces derniers seront notamment collectés par des personnels d'encadrement qui seront dotés de moyens renforcés (direction, inspection, animation pédagogique du secondaire) et bénéficieront d'outils adaptés (composante 3).

L'action appuiera le renforcement des **capacités des structures et des personnels d'encadrement**, qui sera directement organisé par les délégations provinciales de l'éducation. Cette approche permettra de garantir

l'appropriation et la pertinence des activités menées au service de l'amélioration de la qualité de l'éducation. Certaines directions centrales du MENPC bénéficieront également de moyens renforcés et d'expertise technique, mobilisée directement par les services centraux, en lien avec les activités de l'action qui seront déployées au niveau des provinces. Le MENPC assurera également la coordination de l'action dans son ensemble, ce qui amplifiera les liens entre composantes et les synergies entre les activités de renforcement des capacités et les interventions sur le terrain.

Le volet d'infrastructures sera notamment suivi étroitement par le MENPC, en lien avec la réflexion qui sera encouragée sur le positionnement de l'enseignement moyen au Tchad.

Dans le cadre de l'OS2 (accès à l'éducation formelle), l'action explorera la faisabilité de mettre en œuvre des cantines scolaires, suivant un approvisionnement local auprès d'associations de producteurs (approche pilote).

Cette action fait partie du **paquet d'investissements Afrique-Europe Global Gateway (portail mondial)** en faveur du Tchad, dans le secteur de l'éducation. Elle est aussi complémentaire aux différentes actions en cours appuyées par l'UE dont :

- le fonds pour l'éducation en urgence « Education cannot Wait »,
- la contribution de l'UE au Partenariat Mondial pour l'Éducation avec ses différents projets en cours et à venir en soutien au Plan sectoriel du Tchad,
- le projet régional « *Renforcer l'enseignement dans les pays du G5 Sahel* » (UNICEF) qui vise à améliorer les résultats d'apprentissage pour tous les élèves en âge d'aller à l'école dans les pays du G5 Sahel.

L'action s'inscrit dans le cadre de l'OS n°1 de l'IEE pour le Tchad qui vise à améliorer le bien-être des populations et la cohésion sociale. Elle fait partie du résultat n°1.1 : L'accès aux services sociaux de base est amélioré de manière participative.

L'action permettra à l'Équipe Europe (UE, France, Espagne, Allemagne et Pays Bas) d'approfondir le dialogue sur les politiques du secteur de l'éducation, en complémentarité du dialogue politique mené auprès du gouvernement tchadien sur les dépenses sociales dans le cadre du Programme d'appui à la transition politique et à la consolidation de l'État au Tchad cité plus haut. L'action pourra servir de levier pour une réflexion sur l'opportunité pour déployer un éventuel appui ultérieur de l'UE en faveur du Tchad, sous la modalité d'appui budgétaire.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (a): (maximum 10)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à l'inclusion et à l'émancipation des populations vivant dans des conditions de vulnérabilité dans quatre régions du Tchad, particulièrement les jeunes filles et les enfants non scolarisés des zones rurales périphériques	1) Taux d'alphabétisation des quatre régions et au niveau national, ventilé au minimum par sexe et par région/national 2) Taux d'achèvement de l'enseignement moyen au niveau des quatre régions et au niveau national ventilé au minimum par sexe et par région/national	1) Total 110.772 personnes (2021), données désagrégées à définir au démarrage de l'action 2) Total national : 21 % (2021), données désagrégées à définir au démarrage de l'action	1) Total 128.207 personnes (fin 2026), données désagrégées à définir au démarrage de l'action 2) Total national : 23 % (fin 2026), données désagrégées à définir au démarrage de l'action	1) Annuaire statistique/SIGE 2) Annuaire statistique/SIGE	Non applicable
Effet direct 1	L'accès aux alternatives éducatives de qualité liées à l'insertion socio-économique et à la promotion de la paix est amélioré au bénéfice des populations non scolarisées, tout particulièrement pour les filles, les femmes et les personnes déplacées et réfugiées dans quatre régions du Tchad	1.1 : Nombre cumulé des lauréats des programmes d'alphabétisation de base dans les provinces du projet, désagrégé par région, sexe, âge et status de déplacement 1.2 : Nombre cumulé des sortants de l'EBNF reorientés vers le formel /FP dans les provinces ciblées, désagrégé par région, sexe, âge et status de déplacement 1.3 : Taux d'accès en première année en zone pastorale dans les provinces d'intervention, par sexe, âge, status de déplacement	1.1: A définir 1.2: Total : 859 (2020), données désagrégées à définir au démarrage de l'action 1.3 : A définir au démarrage de l'action	1.1 : Total 6.720 total (4.480 femmes) fin 2026, données désagrégées à définir au démarrage de l'action 1.2 : Total : 3.600 (2.400 femmes) fin 2026, données désagrégées à définir au démarrage de l'action 1.3 : A définir au démarrage de l'action	1.1 : Rapports d'opérateurs de mise en œuvre 1.2: Rapports des inspecteurs 1.3: Rapports d'opérateurs de mise en œuvre	Pas de nouvelles dégradations de la situation sécuritaire qui pourraient limiter la capacité opérationnelle et réduire l'accès aux zones d'intervention
Effet direct 2	L'accès à l'éducation formelle inclusive et de qualité dans quatre régions du Tchad est amélioré tout au long du cycle moyen, notamment	2.1 : Taux d'accès au cycle moyen dans les provinces d'intervention, désagrégé par sexes	2.1 : Total 26 % (2021), données désagrégées à définir au démarrage de l'action	2.1 : Total 39 % (fin 2026), données désagrégées à définir au démarrage de l'action	2.1 : Annuaire statistique/SIGE	Absence d'effets à long terme des conflits sur l'offre

	pour les groupes à faible niveau de scolarisation dans l'enseignement moyen	2.2. Nombre d'étudiants inscrits à l'enseignement moyen avec Soutien de l'UE (GERF 2.36 enseignement secondaire), par sexe 2.3 Taux d'étudiants ayant finalisé l'enseignement primaire dans les régions d'intervention, désagrégé par sexes	2.2 : A définir au démarrage de l'action 2.3 Total 17% (2021) données désagrégées à définir au démarrage de l'action	2.2 : A définir au démarrage de l'action 2.3 Total 21%, données désagrégées à définir au démarrage de l'action	2.2 : Annuaire statistique/SIGE 2.3 : Annuaire statistique/SIGE	d'éducation et possibilité d'exacerbation des conflits par une offre de services inéquitable
Effet direct 3	La gestion, le pilotage et la redevabilité des acteurs du système éducatif et notamment des services déconcentrés, sont plus efficaces et sensibles aux aspects d'égalité de genre (y compris contre la violence) et à l'inclusion des personnes porteuses d'handicap dans quatre régions du Tchad	3.1 : Proportion des inspections primaires et secondaires des provinces d'intervention utilisant les nouveaux outils de rapportage (outils d'expression des besoins des IPEP & canevas de rentrée et de fin d'année), par province d'intervention 3.2 Mesure dans laquelle les politiques du gouvernement partenaire en matière d'égalité des sexes et d'inclusion des personnes handicapées dans l'éducation est suivie et évaluée dans les provinces d'intervention (GAP III)	3.1 : 0 % (2021) 3.2 A définir au démarrage de l'action	3.1 : 100% (fin 2026), données désagrégées à définir au démarrage de l'action 3.2 A définir au démarrage de l'action	3.1 : DREN (compilation des canevas des inspections) 3.2 Rapport de l'assistance technique spécialiste genre	Stabilité politique, sécuritaire et économique
Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1. Les capacités matérielles, humaines et techniques des acteurs de l'éducation non formelle (AENF) sont renforcées	1.1.1 : Nombre d'apprenants enrôlés dans les campagnes d'alphabétisation de base appuyées par l'intervention, désagrégés par sexe, âge et status de déplacement 1.1.2 : Nombre d'apprenants enrôlés dans les CEBNF appuyés par l'intervention, désagrégé par sexe, âge et status de déplacement 1.1.3 : Nombre des centres CEBNF construits par l'intervention	1.1.1 : 0 (2021) 1.1.2 : 0 (2021) 1.1.3 : 0	1.1.1 : Total 8.400, dont 5.600 femmes (fin 2026), autres données désagrégées : à définir 1.1.2 : Total 6.000, dont 4.000 filles (fin 2026), autres données désagrégées : à définir 1.1.3 : 8 centres (fin 2025)	1.1.1 : Rapports inspections et rapport de l'opérateur 1.1.2 : Rapports inspections et rapport de l'opérateur 1.1.3 : PV de réception final	La situation sécuritaire reste stable dans les zones du projet
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2. Les capacités des communautés pour répondre aux besoins spécifiques d'accès à l'AENF des femmes	1.2.1 : Nombre de personnels de l'AENF formés sur les enjeux de genre dans sa pratique qui démontrent des capacités renforcées, désagrégé par sexe	1.2.1 : 0 (2021)	1.2.1 : Total 464 (fin 2024), données désagrégées à définir au démarrage de l'action	1.2.1 : Rapports de formation	Sensibilité et appui au genre par les autorités reste d'actualité

	et des filles et à la lutte contre les inégalités et les violences de genre sont renforcées	1.2.2 : Nombre de membres des communautés formés à la promotion de la scolarisation des filles et aux enjeux de genre, desagregé par sexe	1.2.2 : 0 (2021)	1.2.2 : Total 870 (fin 2024), données désagrégées à définir au démarrage de l'action	1.2.2 : Rapports de formation	
Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3. L'accompagnement pour l'insertion socio-économique des sortants de l'AENF est renforcé	1.3.1 : Nombre d'apprenants enrolés dans des campagnes de post-alphabétisation, ventilé au minimum par sexe	1.3.1 : 0	1.3.1 : Total 2.016 (fin 2026), données désagrégées par sexe à définir au démarrage de l'action	1.3.1 : Rapports des opérateurs et rapports d'inspection	Stabilité politique, sécuritaire et économique
		1.3.2 Kits professionnels distribués	1.3.2 : 0	1.3.2 : 6.720 (fin 2016)	1.3.2 : Rapports des opérateurs et rapports d'inspection	
Produit 4 lié à l'effet direct 1	1.4. La disponibilité des voies alternatives pour les enfants en zone pastorale est établie par des expériences pilote	1.4.1 : Nombre d'établissements sensibilisés et soutenus pour l'accueil des populations nomades	1.4.1 : n/a	1.4.1 : A définir au démarrage de l'action	1.4.1 : Rapports des opérateurs de mise en oeuvre	Adoption de la stratégie national d'éducation des enfants éleveurs
		1.4.2 Nombre des nouveaux élèves accompagnés dans les zones d'intervention des projets pilotes en zone pastorale.	1.4.2 : n/a	1.4.2 : A définir au démarrage de l'action	1.4.2 : Rapports des opérateurs de mise en oeuvre	
Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1. Les conditions d'enseignement-apprentissage de transition au cycle moyen sont améliorées en assurant aussi les conditions pour l'inclusion de tous les apprenants	2.1.1 : Nombre d'élèves du primaire bénéficiant de l'amélioration de leurs conditions d'enseignement-apprentissage ventilé au minimum par sexe, âge, status de déplacement et avec condition de handicap	2.1.1 : n/a	2.1.1 : Total 28.000, dont 12.000 filles (fin 2026), autres données désagrégées : à définir	2.1.1 : Questionnaire recensement scolaire	Situation sécuritaire reste stable dans les zones du projet
		2.1.2 : Nombre d'élèves du moyen bénéficiant de l'amélioration de leurs conditions d'enseignement-apprentissage ventilé au minimum par sexe	2.1.2 : n/a	2.1.2 : Total 10.000, dont 4.000 filles	2.1.2 : Questionnaire recensement scolaire	
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2. L'environnement matériel des apprenants du formel est renforcé dans les zones vulnérables en assurant aussi les conditions pour	2.2.1 : Nombre d'écoles primaires et collèges réhabilités/construits, répondant aux normes d'accessibilité	2.2.1 : n/a	2.2.1 : 96 écoles/collèges	2.2.1 : PV de réception	Stabilité internationale permettant le transport et fourniture des matériels
		2.2.2 : Nombre de manuels scolaires distribués (écoles et collèges)	2.2.2 : n/a	2.2.2 : 140.000 manuels distribués	2.2.2 : PV de réception et rapports inspection	

	l'inclusion de tous les apprenants	2.2.3 : Nombre de guides de l'enseignant distribués (écoles et collèges) 2.2.4 : Nombre de kits pédagogiques distribués (écoles et collèges)	2.2.3 : n/a 2.2.4 : n/a	2.2.3 : 5.500 guides 2.2.4 : 190 kits	2.2.3 : PV de réception et rapports inspection 2.2.4 : PV de réception et rapports inspection	
Produit 3 lié à l'effet direct 2	2.3. Les capacités de la communauté éducative pour répondre aux besoins spécifiques des filles et à la lutte contre les inégalités de genre dans le cycle moyen sont renforcées (y compris personnes affectées par le déplacement forcé)	2.3.1 : Nombre de personnels éducatifs formés aux enjeux de genre dans leur pratique ventilé par sexe 2.3.2 : Nombre de membres des communautés formés à la promotion de la scolarisation des filles et aux enjeux de genre, ventilé par sexe et par statut de déplacement 2.3.3 : Nombre de filles bénéficiant d'appuis individuels	2.3.1 : n/a 2.3.2 : n/a 2.3.3 : n/a	2.3.1 : 776 personnes, données désagrégées à définir au démarrage de l'action 2.3.2 : 312 membres, données désagrégées à définir au démarrage de l'action 2.3.3 : 4.234 filles	2.3.1 : Rapport de formation 2.3.2 : Rapport de formation 2.3.3 : Rapport du partenaire de mise en oeuvre	Sensibilité et appui au genre des autorités reste d'actualité
Produit 4 lié à l'effet direct 2	2.4. Les capacités et outils pédagogiques d'enseignement sensibles au genre, en fin du primaire et au siège sont renforcées	2.4.1 : Nombre d'enseignants des cycles primaire et moyen formés en pédagogie et didactique, désagrégé par sexes 2.4.2 : Nombre d'établissements sensibilisés et soutenus pour l'accueil des populations nomades	2.4.1 : n/a 2.4.2 : n/a	2.4.1 : 696 enseignants, données désagrégées à définir 2.4.2 : A définir	2.4.1 : Rapport des formations 2.4.2 : Rapport technique du partenaire	Interet des enseignants et du MEPNC Adoption de la stratégie nationale d'éducation en milieu pastoral
Produit 1 lié à l'effet direct 3	3.1. Les capacités de suivi et de coordination du MENPC sont renforcées	3.1.1 : Nombre de réunions annuelles du comité de pilotage (COPIL) incluant une analyse de la mise en oeuvre des recommandations du précédent COPIL 3.1.2 : Nombre de rapports de mission de suivi de terrain produits par les directions du MENPC et incluant des recommandations	3.1.1 : 0 3.1.2 : 0	3.1.1 : 4 réunions annuelles (fin 2026) 3.1.2 : 16 rapports (fin 2026)	3.1.1 PV COPIL 3.1.2 PV COPIL	Engagement dans le pilotage de la part du Ministère

		3.1.3 : Nombre d'établissements recevant au moins deux visites d'inspection annuellement dans les zones du projet grâce au suivi subventionné	3.1.3 : 0	3.1.3 : 168 établissements (fin 2026)	3.1.3 : Rapports de mission	
Produit 2 lié à l'effet direct 3	3.2. Les mécanismes pour la pleine participation des femmes et la lutte contre les inégalités de genre sont renforcés au niveau institutionnel	3.2.1 : Niveau de perception du personnel des services déconcentrés de l'enseignement dans les zones d'intervention sur la situation des femmes et des filles dans l'enseignement, par sexe et niveau ou institution 3.2.2 : Niveau d'institutionnalisation des ressources spécialisées et des mesures mises en œuvre par l'intervention pour l'équité de genre et l'inclusion au sein du secteur	3.2.1 : A définir 3.2.2 : Non-existence	3.2.1 : A définir 3.2.2 : Existence (fin 2024)	3.2.1 : Rapport prestataire étude de perception 3.2.2 Rapport d'étude spécialisée	Sensibilité pour le genre des autorités reste d'actualité
Produit 3 lié à l'effet direct 3	3.3. Des dispositifs pédagogiques inclusifs et de gouvernance participative du système sont conçus et validés	3.3.1 : État du dispositif et des outils de suivi-évaluation de la qualité pour l'AENF conçus et mis en œuvre dans les zones du projet 3.3.2 : État de la modélisation pédagogique, financière et matérielle pour un enseignement moyen équitable, inclusif et de qualité 3.3.3 : État du modèle de suivi subventionné des enseignants 3.3.4 : État du modèle de soutien à la participation communautaire 3.3.5 : Nombre de personnes/jours d'ateliers dédiés à la modélisation de l'enseignement moyen	3.3.1 : Dispositif non existant (2021) 3.3.2 : Modélisation non existante (2021) 3.3.3 : non 3.3.4 : non 3.3.5 : 0	3.3.1 : Dispositif testé et opérationnel et outils de suivi-évaluation validés par les parties prenantes dans les zones de pilotage (fin 2025) 3.3.2 : Modélisation disponible (fin 2025) 3.3.3 : oui 3.3.4 : oui 3.3.5 : 450 personnes/jours dédiés	3.3.1 : Rapports des inspections et rapport opérateur composante 3 3.3.2 : Rapport de l'unité d'ancrage et rapport annuel de la du Ministère 3.3.1 : Rapport unité ancrage AT 3.3.4 : Rapport unité ancrage AT 3.3.5 : Rapports des ateliers	Implication des cadres déconcentrés et nationaux du ministère

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement simplifiée avec la République du Tchad.

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.2 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **48 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

4.4 Modalités de mise en oeuvre applicable à la modalité du projet

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁰.

4.4.1 Gestion indirecte avec une entité ayant passé les piliers

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence française de développement (AFD), en raison des objectifs et de la nature de l'action, en accord avec les représentants de la France au Tchad et compte tenu que des conflits d'intérêt n'ont pas été identifiés. La gestion indirecte sera mise en œuvre conformément aux dispositions du Règlement financier (RF) de la Commission européenne (article 154). Elle implique la totalité des activités prévues sous les trois objectifs spécifiques (OS) de l'action.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants :

- Capacité technique et financière de l'AFD, y compris pour la mise en œuvre de sa coopération avec le Tchad, spécifiquement à niveau déconcentré : L'AFD a une grande expérience dans la mise en œuvre des projets dans différentes provinces du Tchad depuis 2007 sur différents secteurs du développement.

En particulier, le critère retenu est l'expérience avérée dans la mise en œuvre des actions en appui au secteur de l'éducation au Tchad : l'AFD a mis en place 4 grands projets en appui au secteur éducatif au Tchad d'une valeur de 25 000 000 EUR dans les 15 dernières années. Cela comprend le projet d'amélioration de la qualité de l'éducation de base et de promotion d'une gestion de proximité (PAQEPP) et le projet de promotion de la qualité de l'éducation de base (ProQEB) qui sont en cours de mise en œuvre (ce dernier est en cofinancement avec la Direction du développement et de la coopération suisse). L'AFD a aussi mis en œuvre deux projets plus anciens actuellement terminés, le PAMOPSET et un projet ONG pour le maintien des filles à l'école.

- Expérience dans la gestion des projets complexes avec les procédures de l'UE au Tchad. L'AFD a déjà fait la preuve de ses savoir-faire dans le domaine du secteur éducation au Tchad, maîtrise aussi les règles en application à l'Union européenne, a les capacités, malgré les difficultés de la zone, de mobiliser les ressources humaines utiles pour la mise en place effective du projet.

¹⁰ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

- **Risque fiduciaire** : Ayant passé l'évaluation des piliers et de par son expertise et expérience, l'AFD semble en mesure de limiter le risque de captation des ressources financières au niveau local et national.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.2. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée par une mise à jour de la décision.

4.4.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec des négociations d'une convention en gestion indirecte avec l'AFD, l'action sera mis en oeuvre en gestion directe.

Subventions (un ou plusieurs contrats):

- a) Objet : La totalité des activités de l'OS1 et OS2.
- b) Type de demandeurs visés : Organisations non-gouvernementales avec expérience avérée dans le domaine de l'éducation au Tchad.

Passation de marchés (un ou plusieurs contrats) :

- c) Objet : La totalité des activités de l'OS3.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés pour assurer l'efficacité de son action, où si l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.3		
Gestion indirecte avec l'Agence Française de Développement (AFD) – cf. section 4.4.1	27 600 000	12 000 000
OS1 : L'accès et la qualité des alternatives éducatives au bénéfice des populations non scolarisées sont renforcés, tout particulièrement pour les filles, les femmes et les personnes déplacées, en soutien à leur insertion socio-économique et à la promotion de la paix	8 000 000	
OS2 : La scolarisation des filles est renforcée en soutenant le développement d'un enseignement moyen de qualité, pour toutes et tous, permettant l'achèvement du primaire et la transition vers le secondaire, pour faciliter l'obtention d'un cycle complet d'éducation de base	17 000 000	
OS3 : Les acteurs du système éducatif et notamment les services déconcentrés, sont renforcés dans leurs missions de gestion et de pilotage, à travers la promotion des compétences, la sensibilité au genre (y compris contre la violence) et aux personnes porteuses d'handicap, et la redevabilité des acteurs	2 600 000	
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	400 000	
Totaux	28 000 000	12 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

<p>Ce projet sera mis en œuvre à travers une convention de contribution, avec comme partenaire de mise en œuvre, l'AFD au Tchad.</p> <p>L'AFD devra assurer la coordination et la qualité technique des activités. L'AFD s'engagera à travailler en étroite collaboration avec des entités spécialisées dans les différents domaines requis pour la mise en œuvre de l'action.</p> <p>Elle se chargera de la sous-contractualisation d'organisations non gouvernementales (ONG), par le biais de subventions, avec appel d'offres et/ou des marchés de services et/ou de fournitures. L'AFD facilitera le travail des ONG avec les autorités nationales et leur validation. De même, les ONG devront assurer la coordination avec le gouvernement, qui présidera le comité de pilotage et exercera un suivi de la mise en œuvre du projet.</p> <p>La visibilité de l'action de l'UE au bénéfice direct des populations tchadiennes devra être assurée par l'AFD de manière spécifique et non-intégrée à ses propres programmes, en complémentarité du contrat spécifique de communication géré par la Délégation.</p> <p>L'UE garde la responsabilité sur le choix des activités à réaliser ainsi que sur le niveau d'implication des acteurs. Elle assurera aussi la complémentarité de l'action avec le Programme d'appui à la transition politique et à la consolidation de l'État au Tchad (contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience – CCER 4), adopté par la Commission dans le cadre de l'instrument IVCDI - Europe dans le monde et du PIM 2021-2027 en faveur du Tchad. Ce programme comprend un volet pour l'augmentation</p>

du taux d'exécution du MENPC sur base des dépenses ordonnancées (hors dettes, salaires et investissements extérieurs).

Pour assurer une bonne coordination entre les parties prenantes de l'action et assurer une bonne circulation de l'information, le dispositif de pilotage et de coordination s'appuiera sur différentes instances. Le comité de pilotage (COPIL) et le comité opérationnel seront les structures fonctionnelles de gouvernance du programme. Ces comités seront cruciaux dans la mise en œuvre de l'action et le suivi de la stratégie d'intervention. Les instances de gouvernance de l'action sont :

- **Un comité de pilotage annuel** sous l'égide du MENPC, réunissant les directions centrales concernées, des représentants des fédérations de parents d'élèves, des syndicats des enseignants, des associations promouvant le droit des femmes et les bailleurs du projet (AFD et Délégation de l'UE). La coopération suisse sera invitée permanent en raison des synergies prévues entre l'action et la phase 4 du projet ProQEB, ainsi que le chef de file des partenaires du secteur.
- En amont de ce COPIL, l'unité de coordination du projet (UGP) produira des rapports annuels de mise en œuvre, en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre de l'action.
- **Des comités de suivi nationaux trimestriels**, chargés de faire un suivi par composante (OS) et un suivi de l'ensemble du projet, réunissant les partenaires de mise en œuvre des composantes 1 et 2, le personnel de l'unité de gestion du projet (UGP), les directions techniques concernés l'UE et l'AFD.
- **Des comités de suivi provinciaux périodiques** par composante (OS), sous l'égide du délégué provincial et en présence du Secrétaire général d'académie. Les PV des comités de suivi provinciaux seront transmis au comité national une semaine avant sa réunion.
- Un mode de coordination plus souple sera mis en place au niveau départemental, avec un mécanisme de reddition de comptes vers la province, avec des points périodiques et des retours d'expérience entre les équipes en charge des composantes (OS) 1 et 2.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données

En soutien à la mise en œuvre efficace de l'action et à l'atteinte des différents objectifs spécifiques, un dispositif de suivi-évaluation-apprentissage renforcé sera mis en place.

Le premier niveau de ce dispositif s'appuiera sur un cadre de suivi opérationnel rigoureux de l'action, où les responsabilités et les processus de collecte et traitement de l'information seront clairement définis au préalable et connu de tous les acteurs, dans le cadre des tâches de l'unité de coordination du projet.

Les processus de collecte de l'information seront alignés au maximum avec les processus routiniers du MENPC (rapport de rentrée et de fin d'année scolaire des inspections, recensements statistiques annuels, rapports de visite d'inspection des établissements). Cela permettra que le renforcement prévu par l'action soit structurant au-delà de la durée de l'action. Ces processus seront complétés par un ensemble de collectes spécifiques d'information qui seront réalisées par les partenaires de mise en œuvre des composantes (OS) 1 et 2 en collaboration avec les services déconcentrés, et par les missions de suivi du niveau central.

Le deuxième niveau de ce dispositif s'appuiera sur la mobilisation d'un opérateur spécialisé en charge du contrôle qualité du suivi-évaluation de routine (rapports d'exécution du projet) et de la mise en œuvre des démarches suivantes :

- Des études de contexte sensible aux crises et au conflit au démarrage de l'action, et un suivi rapproché des facteurs associés aux risques et vulnérabilités identifiés (approche *ne pas nuire*)
- Un axe de suivi-évaluation spécifique à la situation des filles et aux enjeux de genre impliquant les bénéficiaires
- La mise en place d'un mécanisme de plaintes et de redevabilité fiable et indépendant
- L'intégration d'indicateurs de redevabilité bénéficiaire dans les processus de suivi-évaluation de routine
- Des études complémentaires à la demande des partenaires

Des audits annuels seront réalisés sur l'ensemble des financements du projet :

- Pour les composantes (OS) 1 et 2, ces audits seront commandités par les partenaires de mise en œuvre
- Pour la composante (OS) 3, les audits seront commandités par l'AFD

Enfin, un poste dédié au suivi de la mise en œuvre de l'action sera positionné au sein de l'Agence locale de l'AFD à N'Djamena, afin d'assurer un dialogue fluide, professionnel et efficace entre et avec les différentes parties prenantes.

Le suivi sera basé, dans la mesure du possible, sur des indicateurs ventilés par sexe (minimum), âge et handicap. Il sera évalué également comment l'action contribue à la réalisation des droits humains et contribue à l'égalité des sexes. Pour cela, les ODD de l'Agenda 2030 et les indicateurs du plan d'action sur l'égalité des sexes (GAP III, 2021-2025) seront privilégiés.

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes, par des consultants indépendants à travers d'une mission conjointe et contractée par la Commission.

Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment des aspects d'intégration du genre et de l'approche basée sur les droits (appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel; non-discrimination et égalité; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées), ainsi que le fait que l'action est une initiative pilote dans 4 provinces du Tchad qui a été conçue pour pouvoir être répliquée à l'échelle par le MENPC et les autres PTF.

Une expertise sur les droits humains et l'égalité de genre pourra être sollicitée pour accompagner les équipes d'évaluation.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des

actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme Action individuelle :

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Convention de délégation avec l'AFD
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	